

Il faut assurer la protection des femmes demandeuses d'asile, affirment les S&D

08/03/2016

Un nombre croissant de femmes et d'enfants traversent l'Europe pour fuir la guerre et les persécutions. D'après le HCR, depuis janvier 2016 la majorité des arrivants dans l'UE sont des femmes et des enfants. Dans le signe de la Journée internationale 2016 des droits des femmes, le Parlement européen à Strasbourg demande des mesures qui garantissent aux femmes demandeuses d'asile une réponse à leurs besoins fondamentaux, et le respect de leurs droits humains, y compris la protection contre la violence.

Sous la conduite de l'eurodéputée Mary Honeyball, une majorité progressiste du PE a demandé la protection de l'ensemble des femmes, y compris les plus vulnérables. Toutefois, les eurodéputés de droite se sont opposés au respect de certains de leurs droits humains fondamentaux, comme la fin de la détention d'enfants et la réunification des familles.

La résolution adoptée ce 8 mars par le Parlement européen définit de nouvelles lignes directrices exhaustives, applicables à l'échelle de l'UE, dans le cadre de réformes plus vastes concernant la migration et la politique d'asile. Cette résolution demande également des initiatives urgentes pour améliorer la sûreté et la sécurité dans ce contexte.

Mary Honeyball, eurodéputée travailliste et auteure de la résolution du PE en la matière, a déclaré ceci :

« Les besoins des femmes réfugiées ont été trop souvent négligés. Le droit d'asile n'est pas sexuellement neutre, et nos lois et nos politiques devraient refléter la nature genrée de l'asile. Dans cette optique, nous avons besoin d'une approche holistique, qui tienne compte du genre à chaque étape du processus de la demande d'asile. »

« En effet, la violence est une réalité quotidienne pour les femmes et les filles qui fuient un conflit. Toutefois, la pression sur les systèmes d'asile ne peut jamais excuser l'incapacité à protéger les femmes contre la violence. De même, les femmes demandeuses d'asile ne doivent pas subir de discrimination, elles doivent avoir les mêmes droits que les autres victimes de violences sexuelles et sexistes. »

« En cette Journée internationale des droits des femmes, nous envoyons un message très clair : il faut agir pour protéger les femmes et les filles qui cherchent refuge au sein de l'UE. »

Marie Arena, eurodéputée et porteparole du Groupe S&D en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes, a ajouté ceci :

« Toute mesure et toute politique qui visent à améliorer la situation des réfugiés demandeurs d'accès à l'Europe doivent tenir compte des femmes. Ces mesures doivent prendre en compte le trauma que constitue le voyage de leur pays d'origine vers l'Europe. Par conséquent, ces réfugiées doivent être assistées sur les plans médical et psychologique, durant toute la procédure de la demande d'asile. Cette assistance doit tenir compte des besoins spécifiques des femmes. »

« Par ailleurs, dès leur arrivée les femmes réfugiées doivent avoir accès à des informations complètes concernant leurs droits, qu'il s'agisse de la procédure d'asile ou des soins de santé génésiques. »

« L'Europe doit accroître la qualité de l'aide proposée aux réfugiés en général et aux femmes et enfants en particulier. La détention arbitraire de femmes et d'enfants est inacceptable. Par ailleurs, en cas de renvoi d'un réfugié vers un pays réputé sûr, il faut tenir compte de la vulnérabilité des femmes. Un pays sûr pour les hommes ne l'est pas nécessairement pour les femmes. »

Les mesures suivantes sont préconisées pour améliorer la situation des femmes demandeuses d'asile :

- la garantie du droit de demander des femmes pour interviewer et interpréter ;
- une formation exhaustive et obligatoire des interviewers et interprètes au sujet des violences sexuelles ;
- une aide psychologique orientée trauma pour les femmes qui ont subi des préjudices de nature sexuelle ;
- la mise à disposition d'informations concernant le processus de la demande d'asile, les droits spécifiques des femmes demandeuses d'asile ;
- la mise à disposition d'une garde d'enfants durant les interviews de dépistage et de demande d'asile ;
- une information sur le droit des femmes à introduire une demande d'asile indépendante.